

le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE

9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

ROMPONS AVEC LES ASSASSINS !

Depuis Saint-Etienne, déjà, la situation des vrais syndicalistes était bien difficile au sein de la C.G.T.U. Le triomphe des partisans de l'adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge promettait la mise en tutelle des organisations ouvrières par le Parti Communiste, tributaire lui-même d'un gouvernement en relations quasi-officielles avec la plupart des Etats bourgeois.

Après le deuxième Congrès de l.I.S.R. on peut dire que tout syndicalisme, c'est-à-dire toute liberté individuelle dans la lutte émancipatrice des travailleurs fut aboli dans une organisation confédérale qui se liait avec les dictateurs de Russie.

A Bourges, nous ne manquâmes pas de dénoncer les abominations du régime bolcheviste : mépris des garanties syndicales ; étouffement de toute initiative individuelle dans la production ; persécution des organismes anarchosyndicalistes ; arrestations et exécutions des meilleurs militants libertaires. Nous affirmions que toute collaboration était impossible avec les assassins du prolétariat russe. Et nous dénonçâmes l'œuvre néfaste d'un bureau confédéral et d'une commission administrative, qui, loin de désolidariser des bourreaux moscovites, se faisaient leurs plats valets en approuvant les commissions syndicales.

Cependant, malgré l'impatience légitime de nombreux camarades, nous avons nous-mêmes fait tous nos efforts pour que la C.G.T.U. ne se désagrége pas. Nous avions encore l'espérance de pouvoir libérer du joug politique cet organisme de libération ouvrière né de notre dégout de la vieille C.G.T. de guerre et de collaboration de classe. Par la propagande incessante faite par la minorité syndicaliste, groupée autour de la Fédération du Bâtiment, nous avions encore l'illusion de purifier les écuries d'Augias. Héroïque tentative qui vient hélas ! de sombrer dans le sang des ouvriers.

Les dirigeants du Parti Communiste et leurs hommes de la C.G.T.U. nous ont malheureusement donné raison. Ce n'est plus seulement par complicité qu'ils sont responsables de l'assassinat des prolétaires, mais directement. MM. Treint et Monmousseau peuvent bien maintenant mettre leurs mains dans celles de MM. Trotzki et Lorszovski. Elles sont goutantes du même sang : celui des ouvriers.

Nous ne savons pas ce que vont décider les délégués minoritaires qui vont se réunir ce soir, et nous ne voulons pas, dans ce journal, dicter leur conduite aux organisations syndicales. Mais, comme adhérents à nos syndicats, nous pouvons exprimer notre pensée : celle que nous espérons faire triompher dans les assemblées générales. Elle est que nous ne pouvons plus vivre dans un ignoble acquiescement qui mettront à côté les exploiteurs et les exploités, les oppresseurs et les opprimés, les bourreaux et leurs victimes. NOTRE PLACE N'EST PLUS DANS LA C.G.T.U. Mais nous ne voulons pas abandonner, pour cela, le mouvement d'émancipation ouvrière : nous persistons à penser que le syndicalisme est la meilleure forme actuelle d'expression anarchiste dans la vie. Chacun d'entre nous voudra sauver la seule réalité du syndicalisme, la cellule : son syndicat.

Et pour cela, qu'allons-nous faire ?

Lutter dans nos organisations pour qu'elles sortent de la C.G.T.U. bolcheviste. Mais pour aller où ?

Ah ! certes, nous ne pouvons pas retourner à la vieille C.G.T.U... Ses sourires ne peuvent nous tenter. Ils ricanent, eux aussi, dans la tête décharnée des morts... ceux de la guerre, que son Jouhan appuya, approuva, célébra.

C.G.T. ou C.G.T.U... il n'y a pas de choix. Ça se vaut. Ni l'une ni l'autre n'est plus digne de la classe ouvrière.

Nous ne voyons plus, pour le moment, qu'une seule solution possible pour sauver nos syndicats : LA REPRISE DE L'AUTONOMIE pour chacun d'eux.

Ainsi serons-nous sûrs, au moins, que nos efforts et nos sacrifices ne profitent à aucune politique, ne serviront aucun gouvernement. Entre producteurs d'une même industrie, entre frères d'une même misère économique, nous saurons bien tout de même trouver les moyens de combattre pour l'émancipation de tous les travailleurs. Et une solidarité effective se réalisera bien, sans qu'on nous le commande d'un centre quelconque ; la seule solidarité qui

compte, la solidarité sentie, ressentie, réalisée par des êtres qu'unissent une même douleur, une identique révolte. Voilà ce que créera la véritable Internationale révolutionnaire.

A bas la politique ! Vive l'autonomie du syndicalisme.

UN GROUPE DE SYNDIQUES.

L'A. I. T. proteste

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS
A LA FÉDÉRATION DU BÂTIMENT
A LA PRESSE REVOLUTIONNAIRE
DE PARIS

Ayant pris connaissance des événements tragiques qui se sont déroulés au Meeting communiste, dans la salle des Syndicats de Paris, l'Association Internationale des Travailleurs envoie l'expression de sa solidarité au syndicalisme révolutionnaire de France durement éprouvé, et sa profonde sympathie et son grand chagrin aux familles des camarades révolutionnaires tués par les balles des dictateurs bolchevistes.

Les Anarchistes auraient tiré !
Comment s'y seraient-ils pris ?

Avant-hier, l'*Humanité* a écrit que le petit groupe des « perturbateurs » se trouvait massé dans le coin gauche de la salle.

Sur ce point nous sommes d'accord avec elle.

Mais elle a prétendu avant-hier, et elle prétend encore hier, que ce sont les anarchistes qui ont tiré sur des spectateurs déguisés.

Il ne suffit point de prétendre : il faut prouver.

Nous prouvons, nous, que ce ne sont pas les anarchistes et les syndicalistes qui ont commis ces lâches assassinats. Car comment expliquer que se trouvant eux-mêmes massés dans le coin gauche de la salle, les traces des balles qu'ils auraient tirées se voient sur les murs de cette salle, dans le même coin gauche ?

Les quarante « perturbateurs » qui faisaient face à la meute déchaînée, et qui avaient toutes les peines du monde à lui résister, se seraient donc tournés du côté du mur auquel ils étaient adossés, et auraient criblé de balles celui-ci.

Mais alors, en agissant de cette façon, ils ne pouvaient ni blesser, ni tuer personne. Et malheureusement, il y a des blessés et des tués.

Donc trêve de plaisanterie, et plus de fourberie, dites l'*Humanité* !

Ce sont bien les gardes du corps de MM. Cachin, Treint et compagnie, qui ont fusillé les nôtres. Et s'ils ont tué et blessé des leurs, ils ne l'ont pas fait exprès : c'est parce que ceux-là se trouvaient entre les fusilleurs et les « perturbateurs ».

Ils n'ont pas la conscience tranquille

Les chefs bolchevistes, qui n'ont jamais brillé par leur courage personnel, sont, en ce moment, tenaillés par la frousse.

Leur *Humanité* a publié, hier, plusieurs notes très symptomatiques. L'une d'elle se termine ainsi : « Que tous les camarades se tiennent sur le qui-vive et s'apprêtent à défendre, sur les instructions de leurs organisations, la vie des militants menacés ».

On les comprend.

Si nous avions fait assassiner des ouvriers comme ils l'ont fait l'autre soir, nous prendrions, comme eux, sans doute, les mêmes précautions.

Au lieu de cela, nos militants vaguent librement sans nulle escorte, à leurs occupations habituelles.

L'attitude personnelle des nôtres et celle des as du bolchevisme situent mieux que n'importe quel argument les responsabilités dans la tuerie de l'autre soir.

Comme c'est simple...

Nous avons reçu hier soir, de notre ami Boudoux, cette lettre que nous inscrivons sans commentaire. Elle parle assez par elle-même.

Dimanche, 13 janvier (15 heures).

Mes chers camarades,

A l'instant, je viens d'être interrogé par un commissaire de la police judiciaire; et d'autre part, je suis convoqué à la direction de la police judiciaire pour demain à 17 heures.

Alors, c'est ceux qui reçoivent les coups que l'on inquiète...

Poignée de mains,

J.-S. BOUDOUX.

NOUS SORTONS du Comité Nicolau-Mateu

Les anarchistes de la région parisienne, réunis samedi soir rue de Bretagne, ont demandé aux représentants de l'Union Anarchiste au Comité Mateu-Nicolau de ne plus se rendre aux réunions du dit Comité où ils étaient appelés à se rencontrer avec les assassins directs ou indirects des ouvriers tombés l'autre soir sous les balles de la garde rouge.

En effet le temps est passé où les anarchistes pouvaient encore collaborer, au nom de nos groupements, avec des bolchevistes ou les bolchevistes.

Delecourt et Lecoin, les délégués en question, ont déclaré être en plein accord avec leurs camarades de la région parisienne. Et il a été convenu qu'ils enverraient la démission de l.U. A. du Comité Mateu-Nicolau, assurés qu'ils étaient d'être approuvés par le Comité de l.U. A. et les fédérations de province.

L'Union Anarchiste continuera par ses propres moyens à assurer la défense des deux martyrs, Mateu et Nicolau. Et même elle appuiera de toutes ses forces la propagande et l'action qu'entreprendra le Comité.

Cela, nous le déclarons fermement.

A LA C.G.T.U.

Le Bureau confédéral unitaire n'a encore rien dit sur les incidents tragiques de vendredi. Il n'a sans doute pas la possibilité de parler sans ordre du Parti communiste.

Cela ne nous étonne pas de la part de M. Monmousseau et de Barré, inféodés à Moscou. Mais qui aurait pu croire que Duval et Racamond auraient abdiqué ainsi ?

Paris vaut bien une messe !

A LA C.G.T.

A la C.G.T., tout court, il faut le dire, le Bureau confédéral a dit quelque chose.

Il a publié dans le *Peuple* d'hier une déclaration dont nous extrayons quelques passages.

AU-DESSUS DES HAINES POUR L'UNITÉ ET L'INDEPENDANCE

La Confédération Générale du Travail, s'élevant au-dessus des haines et des passions, regrette profondément les tragiques événements qui se sont déroulés au cours d'un meeting. Elle les regrette pour les victimes, travailleurs remplis de foi et d'impulsion généreuse. Elle les regrette pour tous ceux qui peuvent avoir une part de responsabilité dans ce sanglant aboutissement de méthodes de calomnies et de violence.

Elle fait le vœu le plus pressant pour que l'Unité ouvrière se reconstitue le plus rapidement possible sur des bases qui permettent d'éliminer les antagonismes d'aujourd'hui et de demain.

L'Unité qui développe la tolérance, qui associe toutes les énergies et qui réconcilie dans l'action par le respect mutuel des conceptions ouvrières basé sur l'indépendance du mouvement syndical.

La science qui tue

Le docteur Maxime Ménard a été amputé hier à nouveau d'un doigt de la main droite ; il n'a plus, à présent, qu'un moignon dont il veut encore essayer de se servir pour le bien de l'humanité. Cette victime des Rayons X est atteint d'un mal qui pardonne rarement : la radiodermite, généralement, cela commence par une petite rougeur à laquelle on ne fait guère attention, puis le mal se développe avec rapidité, et c'est, ou la mutilation d'un bras, d'une main, ou la mort. J'ai connu le docteur Ménard lorsque j'étais dans son service à Cochin. Cet homme brave était un brave homme, et ses élèves savaient apprécier sa justice et sa grande bonté. Devant aucune infirmité, ni aucune misère, il ne restait indifférent. Ceux qui souffrent ou qui sont souffrant en savent quelque chose, et si quelques morticoles autoritaires n'apprécient point le docteur Ménard à sa valeur, c'est qu'il interdisait aux étrangers de s'immiscer dans son service, service qu'il avait créé de toutes pièces avec des ressources médiocres et la malveillance des « Pontifes ». Le docteur Ménard fut toujours un modeste. Il savait qu'il faisait le sacrifice de sa vie pour sauver des malades heureux.

Il salut ici très bas mon ancien maître qui, pendant la grande boucherie, sut apporter un soulagement constant à ceux qui, la chair meurtrie, étaient en traitement à l'hôpital.

Ajoutons son nom à ceux des docteurs : Infay de la Salpêtrière, du docteur Keating Heart, qui, par leur science, leur modestie, et leur abnégation, ont mérité l'admiration des travailleurs du monde entier.

Marcel POLACK.

Les Syndiqués garderont leur Maison

Que les politiciens ne s'y trompent pas. En reprenant leur autonomie, les syndicats n'abandonneront pas leur œuvre : la Maison des Syndicats, bâtie de leurs mains et de leurs sous, ils ne veulent pas la laisser entre les sales pattes bolchevistes. C'est leur maison, ils y resteront, ils la défendront. Et les syndiqués compenteront bien en balancer tous les intrus de l'ignoble politique.

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE	POUR L'EXTRÉMÉ
Un an..... 64 fr.	Un an..... 96 fr.
Six mois... 32 fr.	Six mois... 48 fr.
Trois mois 16 fr.	Trois mois 23 fr.
Chèque postal Ferandel 586-65	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Rédaction : ANDRÉ COLOMER

128, Rue Montmartre, PARIS (3^e)

Chez les gâteux

Les Partis politiques se sont dépen-sé beaucoup en vue du renouvellement triennal du Sénat qui a eu lieu dimanche.

Les uns et les autres affirmaient que de ces élections sénatoriales allaient sortir des indications positives permettant de promouvoir clairement ce que seront les prochaines élections législatives.

Bien que nous nous désintéressions — et pour cause — de ces élections au second degré tout autant que des autres, il ne nous est pas possible de passer sous silence la déception que, à droite comme à gauche, les partis politiques ont dû éprouver à la nouvelle dérivation de cette récente consultation.

Les résultats, les voici : les conservateurs ont perdu un siège ; les républicains et radicaux-socialistes en ont perdu deux.

Les républicains de gauche ont gagné un fauteuil ; les républicains socialistes en ont gagné un et les socialistes (S.F.I.O.) en ont gagné deux.

On voit, par ces chiffres, que ces élections n'ont amené dans la composition du Sénat aucun changement et n'ont projeté aucune clarté sur l'avenir.

Il est bien entendu que la presse réactionnaire entonne des *Te Deum* et que les feuilles républicaines chantent victoire. C'est l'usage.

Je plains sincèrement les pitoyables niggards qui escroquent en faveur de leur parti respectif ce renouvellement triennal et j'ai peine à croire qu'il se trouve encore, hormis les candidats eux-mêmes, des gens que peuvent passionnément ces élections à la Haute Assemblée.

Quand le mot « République » avait quelque sens, au temps où le régime républicain était encore capable d'inspirer quelque confiance aux tendances démocratiques de ce pays, les partis dits de gauche n'aspéraient pas à peupler le Sénat de leurs représentants. Ils avaient inscrit dans leurs programmes les trois mots qui avaient au moins le mérite d'être clairs et concis : « Suppression du Sénat ».

Cette assemblée de vieux débris était condamnée à disparaître. Elle incarnait la tradition conservatrice ; elle symbolisait le culte de la routine et de toutes les doctrines que « les Immortels principes de 1789 » devaient à jamais abolir.

Les Pères Conservatifs étaient en butte aux plaiasantes les plus irrévérencieuses et aux railleries les plus morales. Les sarcasmes de la presse républicaine et les épigrammes des plus fameux polémistes : Ranc, Marec, Rochefort, Pellefan, Clemenceau, pénétraient les masses populaires de l'idée que sénaire était synonyme de gâteux et que le Luxembourg — pas le Jardin, mais le Palais — offrait à l'œil du visiteur un incomparable musée de vieillards cacoéthiques

A l'Union des Syndicats

L'Union des syndicats unitaires de la Seine a adopté la déclaration suivante : *Concernant les tragiques et déplorables incidents qui ont marqué dans la soirée du vendredi 11 janvier le meeting organisé par la Fédération de la Seine et les Jeunesse du Parti communiste dans la salle de la Maison des Syndicats, rue de la Grange-aux-Belles, l'Union des Syndicats de la Seine et le Conseil d'administration de la Maison des Syndicats sans avoir à établir les causes des incidents qui ont ensanglanté ce meeting, provoquant des morts et blessés tiennent à situer et revendiquer l'entièreté de la responsabilité de la location de la salle.*

Conformément au règlement intérieur établi pour fixer les conditions de location de cette salle aux groupements extérieurs, règlement dont l'application comporte de multiples précédents, l'administrateur déclara ne pourra refuser la demande de location formulée par les organisateurs du meeting. Il n'avait pas non plus à contraindre l'usage auquel était destiné cette salle, les organisateurs en soucrivant aux conditions requises, au tarif de location, jouissant de l'entièreté et libre disposition de la salle pendant la soirée, limite du temps fixé pour la location.

De tous temps, ces conditions ont été observées pour tous les groupements extérieurs admis à bénéficier de la location de la salle de la Grange-aux-Belles, sous leur responsabilité en ce qui concerne les dégâts aux personnes et au matériel. Ce point fixé, la C. E. de l'U. S. S. et le Conseil d'administration de la Maison des Syndicats tiennent à reprocher les violences perturbatrices d'assemblées d'où qu'elles viennent. Ils s'inclinent douloureusement devant toutes les victimes des tragiques événements de vendredi en condamnant les meurs fratricides, la violence ne devant, en aucun cas, être employée entre les travailleurs.

Par suite de ces incidents et de l'émoi qu'ils ont soulevé dans la classe ouvrière l'Union des Syndicats de la Seine, à la demande, du reste, de nombreuses organisations, croit devoir marquer le calme et le recueillement qui conviennent en aussi tristes circonstances en remettant à une date ultérieure la session de son Congrès qui devait se tenir hier dans la grande salle de la Grange-aux-Belles. Les organisations seront avisées ultérieurement de la date de convocation de cette session.

La G. E. de l'Union,
Le Conseil d'Administration
de la Maison des Syndicats.

Quelques réflexions s'imposent à la lecture de ce papier incoloré.

La location d'une salle syndicale à un groupement politique pour y traiter des questions syndicales est un cas spécial et une innovation.

C'était la première fois qu'un groupement extérieur se permettait une telle insolence. Il n'a pu le faire, d'ailleurs, qu'avec la complicité de ses créatures Reynaud et Brancion, et avec la complaisance trop grande de Chivalié. S'il y avait eu, au Bureau de l'Union, des syndicalistes, le meeting, au lieu d'être ajourné, aurait été supprimé. Mais il fallait encore affirmer davantage la domination d'un parti politique sur les syndicats.

Recommander le calme, c'est bien, mais ce qui n'est pas bien, ce qui est inadmissible, c'est de vouloir se tirer d'affaire en se lavant les mains.

Le Bureau de l'Union est coupable de plusieurs façons. Il a ouvert les portes de l'immeuble syndical à des politiciens qui y venaient pour dépoluer le syndicalisme.

Les amis du Bureau étaient les plus acharnés dans les bagarres. Ils faisaient bloc avec les politiciens contre les syndicats.

Alors qu'un des nôtres, un peu avant la fusillade, voulait fermer l'électricité pour clôturer le meeting, n'est-ce pas un secrétaire qui s'est opposé ?

Nous connaissons ceux qui excitaient et soutenaient les assassins, nous ne publierons pas les noms, parce que nous ne voulons pas renseigner la police. Mais nous n'oublierons rien. Tout se réglera à son heure.

Il y a du sang maintenant entre soi-disant communistes et syndicalistes. Le Bureau de l'Union en est coupable ; il ne s'en tirera, pas avec une déclaration ni chair ni poison, car des sanctions doivent être prises par les syndicats.

Mais, d'ores et déjà, une solution s'impose, inévitable. Les politiciens ne viendront plus à la Maison des Syndicats. Les politiques, quel que soit leur déguisement, n'ont plus rien à faire à la Maison des Syndicats.

C'est une mesure d'hygiène et un geste de dignité qui doivent s'accomplir rapidement.

« A bas les terrassiers !!

C'est ce cri honteux que poussaient vendredi soir, au meeting sanglant, des jeunes sportifs mobilisés par le Parti communiste. Parmi ces jeunes se trouvait un fils de patron, du quatorzième, faisant même des menaces non déguisées.

Quel est le chef communiste, quel est l'imbécile permanent qui a osé suggérer à ces jeunes irresponsables — dont beaucoup ignorent la lutte sociale — de lancer des cris aussi déplacés ?

Etait-ce pour se venger de la déclaration nécessaire de Barthélemy ? Etait-ce pour narguer les copains terrassiers qui défendaient le syndicalisme autour de Koch, de Boudeaux et d'autres, dans le coin où ils furent mitraillés par la suite ?

— A bas les terrassiers !

Quand on pense à l'effort fait par les syndicats, dont celui des terrassiers, pour édifier la Maison des Syndicats, et l'entretenir ensuite, on reste stupéfait devant tant d'inconscience et d'insolence.

C'est bien dommage que les terrassiers aux meurs simples et honnêtes soient aussi mal vus par les politiciens, profiteurs de la propagande, parasites la plupart !

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos ♦ ♦ ♦ ♦ ♦ ♦ d'un Paria

Eh bien, moi, sans être pessimiste, je puis bien dire que mon optimisme naturel est sinon totalement refroidi, du moins sérieusement tempéré. La folie d'autorité qui s'est répandue sur le monde ne rencontra que la faible résistance d'un prolétariat affamé, brûlé, trompé, odieusement bafoué, par des pantins verbeux, ne semble pas prête d'être dissipée.

Lenine, Mussolini, Primo de Rivera ont suscité des disciples qui tendent à dépasser leurs maîtres. De tous côtés on ne parle que de dictature, de discipline. Cachin et Daudet préparent leurs troupes, les forment en sections, escouades, les armant, pour la grande bagarre qui leur donnera le pouvoir. Les exploits des camelots du roi viennent d'être, on l'a vu, largement dépassés par ceux des gardes rouges du capitaine Trent. Le cri de ce morceau rapporté par des camarades : « Allons les gardes rouges, sortez vos revolvers ! » est l'indice d'une mentalité nouvelle, importée directement d'Italie. Ouh ! soyez tranquilles, les filles ne risquent rien de cette centaine d'abris qui ont, malgré tout, le sens de leur sécurité. Les bâches de leur bromure sont pour les ouvriers. Avec eux il n'y a pas de « pet » !

Les camelots du roi n'en sont pas encore venus là... Est-ce que la dictature de Daudet serait plus douce aux travailleurs que celle de Cachin ? Remarquez que je ne forme aucun avis ni pour l'une ni pour l'autre de ces calamités ; mais comme les gens pratiques opportunistes disent qu'entre deux maux il faut choisir le moindre, c'est pour eux que je pose ce point d'interrogation.

Et puis, j'espère bien que les travailleurs, les vrais, n'ont pas dit leur dernier mot, et qu'après avoir enversé le honteux régime qui nous opprime, ils proclameront aux habilleurs royalistes et bâchistes une plus saine occupation. Ce qui leur permettra d'avoir quelque droit à s'asseoir à la table commune.

Mais à côté des dictateurs sanglants d'Italie, d'Espagne, de Russie, de Hongrie, etc... à côté de leurs disciples aux mains déjà tachées de sang ouvrier, il y a des dictateurs grotesques.

Tel notre « dictateur aux vivres ». Cet homme providentiel ne devait faire qu'une bouchée de la vie chère et mettre à la ration les mercantiles.

Hélas, trois fois hélas, les mercantiles contiennent avec un brio sans pareil à faire monter sans cesse le prix des denrées de première nécessité et même les autres, ce qui leur permet de se retirer des affaires après un an ou deux de ce dur labeur.

Les Etats-Unis d'Amérique, qui partagent avec « notre » pays le sublime honneur d'être une république, ont, eux aussi, voulu, par une loi, tuer définitivement l'alcoolisme dégradant. Hélas, plusieurs fois hélas ! Jamais on n'a eu à enregistrer dans ce pays, un plus grand nombre de morts des suites de soûlographie d'autant plus recherchées que sévèrement délinquantes et réprimées. Devant ce résultat inattendu, que fit la bonne ville de Philadelphie ? Elle l'emprunte : « un brigadier général qu'elle nomma : « dictateur au vise » et qui fut chargé de « purger » la ville de tous les établissements clandestins dans lesquels se détaillaient des mixtures alcoolisées aussi noires que variées.

Que fit notre dictateur au vice ? Il réunit ses 2.000 policiers et leur dit, à l'insinuer de Trent à sa brigade spéciale : « Tirez dans le tas ! Il n'ajoute sans doute pas, comme ce dernier : « Karl Marx reconnaîtra les siens ». Toujours est-il que ce dictateur d'un nouveau genre aurait déjà reçu pour calmer sa joute une offre de cent mille dollars. Il attend sans doute beaucoup mieux !...

Mais soyez assurés que chaque ville au pays de la prohibition peut se payer le cent mille dollars. Il attend sans doute l'heure d'un semblable « dictateur », sans pour cela diminuer le nombre des partisans de la dite bouteille. Car on ne querit pas les hommes de leurs vices, de leurs passions malsaines par des arrêtés, des décrets, des dictateurs et des prisons. Pas plus que la destruction des nids anarchistes par les tchétchistes usses n'empêche l'idée anarchiste de poursuivre sa route et de jeter en défis aux lanceurs d'úkase, aux précheurs de discipline, aux assassins directs ou indirects ce mot, le seul mot : Liberté.

Pas plus que les assassinats d'ouvriers commis par des inconscients indujus par des lâches ne nous empêcheront de nier toute espèce d'efficacité aux méthodes fascistes, blanches, rouges ou multicolores.

Le bonheur imposé, ce n'est plus du bonheur, c'est de la domesticité.

Pierre MUALDES.

Pujo « cherre ».

Notre confrère Robert Salomon de l'*Ère Nouvelle* qui mena une courageuse campagne en faveur de Germaine Bertin, au moment du procès, vient d'être attaqué devant les tribunaux par Pujo qui lui demande 20.000 francs de dommages et intérêts pour diffamation !

Pujo exagère ! 20.000 francs la réputation d'un Pujo, c'est vraiment cherri !

Horticulture imprévue !

Le citoyen Charbit n'est sûrement pas responsable de ce qui s'est passé vendredi.

Pourquoi ce rédacteur de l'*Humanité* se trouve-t-il samedi soir en présence de quelques gars du bâtiment dans l'impassée Chausson ? La rencontre lui fut désagréable.

En moins de temps qu'il n'en faut pour l'écrire, Charbit prenait contact avec les bégomias que l'imprudent bistrot, M. Bire, avait mis à sa terrasse. La caisse et le journal furent quelque peu endommagés.

Ce n'est pas gai de faire l'arrière-Trent !

○○○

Ne nous frappons pas !

Si à la haine tu réponds par la haine, tu ne sortiras jamais de la haine, dit un proverbe hindou.

Le Libétaire ne fait pas de publicité. Il lui faut donc vos souscriptions pour boucler son budget quotidien.

La Tradition Enfantine

était disparue. Il n'y avait que Dudilieu et Racamond pour recevoir le choc. Le proverbe hindou n'eut aucun résultat auprès des gars qui étaient furieux du meurtre de deux de leurs camarades.

Sémond et Boville durent se barricader à la Fédération de l'alimentation où ils durent demeurer fort longtemps. Malgré qu'ils en avaient le temps, ils ne pensèrent pas à faire une motion pour le prochain congrès.

Ne nous frappons pas !

○○○

Camelote

À la sortie de la Madeleine, mer matin, un « camelot » vend l'*Action Française*. Un ami du *Libertaire* passe à ce moment et sort de sa poche notre journal, étalant la première page afin que le titre soit bien en vue. Voyant cela, n'écouter sans doute que son courage, le royaliste s'en alla plus loin vendre sa « camelote ».

Les « décerveleurs » de Daudet et de Pujo ne sont courageux que s'ils se sentent en nombre. Les lâches !

○○○

Les morticoles

Après la bagarre de la rue Grange-aux-Belles, un camarade chargé d'aller à Saint-Louis prendre des nouvelles des blessés, se présente à l'interne de garde et lui dit : « Je suis ancien externe des hôpitaux, pourriez-vous me dire si l'état des compagnons est alarmant ? » Alors ce « morticole » de répondre : « Je m'en fous, ils ne sont pas intéressants ! »

Jusqu'au jour où il aura besoin de gagner son pain.

○○○

La Vie des Lettres

PETITES NOUVELLES :

— Nicolas Beaudoing vient de terminer un roman : *Ils furent huit dans l'Arche*, où il combat le matérialisme du temps présent.

— Le journal humoristique et littéraire : *La Vache enragée*, va reparaître après une longue interruption.

— Une pièce inédite de Remy de Gourmont vient de paraître en édition originale : *L'Ombre d'une femme*, un acte en prose.

NOTULES :

L'humour et la vie. — Toujours dans les *Nouvelles littéraires*, M. G. de Pawlowsky, interviewé par Frédéric Lefèvre, expose ce qu'il pense de l'humour : « Peu de gens, dit-il, comprennent, encore aujourd'hui, le rôle véritable de l'humour. L'humour, c'est le sens exact de la relativité de toute chose, c'est la critique constante de ce que l'on croit être le définitif, c'est la porte ouverte aux possibilités nouvelles sans lesquelles aucun progrès de l'esprit ne sera possible. L'humour entend ne point conclure, car toute conclusion est une mort intellectuelle, et c'est ce côté négatif qui déplaît à bien des gens, mais il indique la limite de nos certitudes et c'est là le plus grand service que l'on puisse nous rendre. »

M. G. de Pawlowsky n'est certainement pas tout à fait droit en ce sens que l'humour sceptique est sans conteste l'attitude la plus séduisante que puisse prendre notre esprit. Il n'est rien de plus désagréable, en effet, que les gens dogmatiques. Mais l'humour et le scepticisme ont, malgré tout, de graves défauts : ils entraînent le desséchement de l'esprit humain qui, retiré en quelque sorte dans sa tour d'ivoire, promène sur les luttes quotidiennes un regard de dilettante. Absorbé par sa réflexion, l'homme ne sait plus prendre parti. Il plane.

Et aujourd'hui l'individu n'a pas le droit de planer. Lorsque l'on tue, lorsque l'on assassine, il ne peut être permis à un être de rester indifférent. Quand meurent des hommes, la place des hommes est dans la mêlée.

Plus tard, peut-être... Georges VIDAL.

Théâtres lyriques

OPERA. — A 20 h., Esclarmonde.

OPERA-COMIQUE. — A 20 h., Carmen.

GAITE-LYRIQUE. — A 20 h. 15, La Mascotte.

VARIETES. — A 20 h. 30, Ciboulette, musicie de Reynaldo Hahn.

TRIANTON LYRIQUE (boulevard Rochechouart) — A 20 h. 30, les Cloches de Corneville.

Drames, Comédies et Genre

COMEDIE-FRANCAISE. — A 20 heures 30, la Paix chez soi ; Amoureuse.

ODEON. — A 20 h. 30, le Bourgeois gentilhomme.

THEATRE CORA-LAParcerie. — A 20 h. 30, L'Oiseau bleu, féerie en 4 actes de Maeterlinck.

VAUDEVILLE. — A 20 h. 30, La Femme nue, de Henry Bataille.

RENAISSANCE. — A 20 h. 45, Le Prince Jean, de Charles Méré.

NOUVEL-AMBIGU. — A 20 h. 30, la Vie de bohème.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES. — A 21 h., Amédée et les Messieurs en rang ; Knock ou

THEATRE DES ARTS. — A 21 h. 30, L'Ingrate, de Maurice Magre.

VIEUX-COLOMBIER (21, rue du Vieux-Colombier). — La Maison natale.

MONTMARTRE-ATELIER (place Dancourt). — A 20 h. 45, Voulez-vous jouer avec moi ?

ALBERT 1^{er} (troupe du Canard Sauvage). — A 20 h. 30, Les Amis de la dernière heure, par André Obey.

Cabarets artistiques

LES NOCTAMBULES. — A 21 h., Les chansonniers Xavier Privas, Vincent Hyspa, Jack Cazol, etc... « Ce sont les pitres », révèle.

LE CARILLON. — A 21 h., La Revue.

LE

A travers le Monde

A travers le Monde

Pour Nicolau et Mateu

CE QUI SE PASSE

Nous disions hier que le gouvernement travailliste verrait se dresser devant lui des difficultés qu'il n'arriverait pas à résoudre. Nous prévoyions la question de l'Irlande et des Indes, et aujourd'hui, voici que se dessinent en Angleterre même deux grands mouvements de revendications ouvrières qui aboutiront fatidiquement à une grève des mécaniciens des chemins de fer et des mineurs. Tous ceux qui s'occupent du mouvement social, se souviennent de la dernière grande grève des mineurs, où l'intérêt des ouvriers fut sacrifié à celui de la politique, et nous avons il n'y a pas longtemps entretenu nos lecteurs de l'attitude des chefs travaillistes anglais lors du conflit.

S'ils sont arrivés jusqu'à présent à endormir la conscience ouvrière, ils seront obligés, si le conflit éclate à nouveau, de prendre nettement position, et il ne faut pas oublier que le programme du Labour Party comprend la nationalisation des mines et des chemins de fer, à laquelle sont naturellement opposés tous les propriétaires et bénéficiaires de ces exploitations.

Si les exploiteurs ne répondent pas favorablement aux revendications du prolétariat anglais, le Gouvernement travailliste essaiera-t-il d'imposer son programme minimum ? Ses prédécesseurs n'ont jamais osé appliquer les décisions d'un conseil, se déclarant favorable à la nationalisation, car tous les financiers anglais y étaient opposés.

Le Gouvernement travailliste pas plus que les autres ne pourra se passer de la finance, et si l'on se tourne vers les capitalistes, ce qui est inévitable, c'est au détriment de la classe ouvrière.

Enfin attendons, l'Angleterre est plus proche de la Russie, et il nous sera bien plus facile de démontrer l'attitude hostile du Gouvernement travailliste, envers le prolétariat.

Quant aux Indes, le colonel Wedgwood, qui paraît devoir être secrétaire d'Etat pour l'Inde dans la combinaison Mac Donald, reconnaît que cette colonie sera un des problèmes les plus difficiles pour le Gouvernement.

Pour l'Allemagne, la question du Palatinat et des troubles survenus ces derniers jours n'a créé aucun nouvel incident. Une dépêche de Berlin annonce que le consul général britannique à Munich a quitté cette ville, hier dimanche, pour faire une enquête sur l'assassinat de M. Heinz, chef du Parti séparatiste.

Dans le Proche Orient, la conférence de la Petite Entente tient ses assises à Belgrade depuis près de huit jours.

Les hommes d'Etat et les diplomates de prennent des décisions que ne connaîtront jamais les peuples intéressés, ils y traitent des alliances défensives et offensives, et le prolétariat n'en connaît les résultats que lorsqu'il sera entraîné dans la prochaine dernière guerre, dont il fera les frais comme par le passé.

J. G.

ANGLETERRE

LA MENACE DE GREVE DES CHAUFFEURS ET MECANICIENS

Londres, 13 janvier. — Les journaux du soir réservent une grande place à la menace de grève des chauffeurs et mécaniciens.

Suivant M. Bromley, secrétaire de la société des chauffeurs et mécaniciens de locomotives, la date à laquelle la grève serait déclarée sera maintenue secrète et elle ne sera annoncée que vingt-quatre heures à l'avance. M. Bromley a ajouté que cette grève ne sera pas déclarée immédiatement, afin de donner aux compagnies toutes chances de revenir sur leur décision, bien qu'à son avis, ces dernières n'aient pas l'intention de céder.

Par contre les autorités des chemins de fer déclarent qu'en cas de grève des chauffeurs appartenant à l'Union de M. Bromley, il n'y aura pas arrêt complet du trafic, étant donné, disent-ils, qu'après les deux premiers jours de grève, un bon service réduit pourra être assuré.

M. Cramp, secrétaire de l'Union nationale des chemins de fer, présidée par M. Thomas, le membre du Parlement, qui compte dans son sein une grande proportion de mécaniciens, qui a accepté la décision du Conseil national au sujet de la fixation des salaires, a déclaré que si la So-

cieté des chauffeurs et mécaniciens déclarera la grève sans l'avoir consulté, ses adhérents continueront à travailler; ils ne devront pas, toutefois, occuper les postes laissés vacants par leurs camarades de la société rivale.

Etant donné, d'une part, le nombre de cheminots qui resteront au travail et, d'autre part, le fait qu'une semaine entière reste pour entrer en négociations, un certain optimisme prévaut dans la soirée, optimisme que partagent les autorités des chemins de fer.

L'« Evening Standard » signale même que certaines personnalités pensent qu'il n'y aura pas de grève, que personne n'en veut, le parti travailliste moins que tout autre, à un moment où il va peut-être être appelé à prendre le pouvoir. On estime également qu'une grève ferait perdre au parti travailliste une grande partie de l'appui qu'il espérait des libéraux.

Il ressort de ce communiqué que M. Thomas, président de l'Union nationale des chemins de fer, s'apprête à sacrifier l'intérêt des ouvriers cheminots, aux intérêts politiques de son parti, et qu'il n'hésitera aucunement à lancer dans le conflit comme briseur de grèves, les adhérents du syndicat dont il est le chef, contre la Société des chauffeurs et mécaniciens de locomotives.

Et voilà les gens que soutiennent nos révolutionnaires moscouvites.

CHINE

LE NOUVEAU CABINET

Pékin, 13 janvier. — La Chambre des Représentants ayant approuvé la nomination de M. Sun-Pao-Chi comme premier ministre, le nouveau cabinet a été constitué de la façon suivante :

Présidence du conseil : M. Sun-Pao-Chi ; Affaires étrangères : M. Wellington Koo ; Finances : M. Wang-Keh-Ming ; Intérieur : M. Cheng-Keh ; Communications : M. Wou-You-Lin ; Justice : M. Wang-Choung-Huai ; Guerre : Général Lou-Chin ; Marine : Amiral Li-Ting-Hsin ; Agriculture et commerce : M. Wou-Yen ; Instruction publique : M. Fan-Youn-Lin.

ESPAGNE

UN TRAIN QUI DERAILLE

Alicante, 13 janvier. — Un train qui entraîne en gare d'Alicante à toute vapeur a déraillé après avoir dépassé le quai. Il est venu heurter un mur de la gare.

Le mécanicien, le chauffeur et treize voyageurs ont été blessés, dont sept grièvement.

LA TEMPETE

Le Ferrol, 13 janvier. — Les steamer « Curic » (italien) et « Eugenia » (grec) sont entrés dans le port avec de sérieuses avaries. Presque tous leurs canots sont perdus. De nombreux officiers et matelots ont été blessés, dont plusieurs grièvement.

UN PROMENOIR QUI S'EFFONDRE

Barcelone, 12 janvier. — Au théâtre de l'Apôlo, pendant la représentation d'une revue, une partie du promenoir a cédé sous le poids des spectateurs. On a relevé une quinzaine de blessés dont aucun, croit-on, n'est gravement atteint.

ETATS-UNIS

DE PLUS EN PLUS FORT

Washington, 12 janvier. — Le Conseil aéronautique de l'armée a décidé qu'on tentera, vers le 1er avril, un vol autour du monde ; le départ sera donné à Seattle.

Le souvenir du « Dixmude » devrait bien hâter la cérémonie de tous ces militaires.

INDES

L'AGITATION REVOLUTIONNAIRE

Calcutta, 13 janvier. — Un Européen, dont la nationalité n'est pas donnée, mais qui a un nom anglais, a été atteint par une balle de revolver et a succombé hier.

Le journal « Statesman » dit que des résultats provisoires de l'enquête qui a été ouverte, il résulterait que le meurtrier serait un des principaux membres du parti révolutionnaire du Bengale, qui a cru tirer sur un haut fonctionnaire de la police.

Pour faire danser, un quatuor dans une alcôve.

Le maître de la maison, M. Bernard, entouré de sa famille, recevait dans la première pièce. C'était un gros homme qui aimait à se mettre en avant. Bon second, exécutant avec intelligence et entraînement ce qu'un premier avait conçu. Sa femme, une Landeuse de Montpellier, représentait la transition entre les femmes brunes du Midi et les femmes pâles de Lyon : Elle était jaune, avec un reflet vert. Sèche, roide, impitoyable, elle tyramisait son mari dans le privé, mais elle avait l'esprit de la ménager en public. Elle riait des ses plaisanteries et disait doucement : « Bernard ! Bernard ! » quand le gros homme lâchait une énormité. Leur fille unique, jeune femme effacée, timide, absorbée dans les minutes des pratiques religieuses, se tenait dans le salon de son père comme on se tient à la procession.

Le gendre des Bernard, au contraire, M. Bonnaire, montrait une figure ouverte, à la barbe grise, au teint coloré, au grand nez à la Henri IV. Homme excellent et méthodique, il n'aurait pas admis que ses domestiques manquassent la messe, et il avait donné un abbé pour précepteur à son fils. Mais il attribuait aux malheureux la dîme de ses bénéfices dans la fabrique. La dîme juste. Il ne serait pas resté d'un sou en deçà, mais il aurait vu râler un agonisant qu'il ne serait pas allé d'un sou au delà. Il notait ses aumônes sur des marges de journaux qu'il déchirait après, et dont la collection lui servait à faire ses comptes à la fin du mois.

— Je gagne cent francs, je donne dix francs. Mille francs, je donne cent francs. Je gagnerais un million, que je donnerais cent mille francs aussi tranquillement que vingt pièces de cent sous.

Il appelaient cela se mettre en règle avec lui-même et avec Dieu. En cachette, il al-

lait voir la grande Mariette, du café Neptune, et il cassait des assiettes au dessert des parties carrees. Féroce en politique : l'ordre ou la fusillade, la religion ou le bûcher. Très honnête, très riche.

Les amis de la maison arriveront les premiers.

M. Lacroix, marguillier à Saint-Polycarpe, offrait une tête d'apôtre à Saint-Pierre, chauve, avec deux touffes de cheveux gris au-dessus des oreilles, l'air robuste du pêcheur d'hommes, mais le front serré et têtu. Il savait à peine lire, ne causait jamais en dehors des affaires. La fabrique, le paradis, l'enfer, les différents prédateurs de son église et sa femme suffisaient à l'emploi de son temps et de ses facultés. Doué d'une belle voix, il prenait plaisir le dimanche à chanter aux vêpres. Un bonnet de soie noire sur la nuque, ses gros yeux rouant sous le verre de ses lunettes, c'était un chantre terrible. Mme Lacroix, qu'on appelaît « la belle Mme Lacroix », dans son entourage, blanche, rose, corse, rougissait après dîner et avait des hoquets. Aussi portait-elle toujours sur elle une boîte de pastilles de menthe. Son mari se montrait très inquiet dès qu'elle commençait à suffoquer. Il l'adorait. L'une des plaisanteries de M. Bernard était de prétendre que le dévot Lacroix pratiquait beaucoup. Très riche, très honnête.

M. et Mme Perret. M. Perret avait fait le voyage de Rome pour voir le pape. Au retour, un de ses amis d'enfance l'avait converti au litéralisme en exploitant son désir de se montrer à la hauteur de son temps.

Maintenant il comprenait toutes les libertés, toutes les réformes, se laissait appeler bousinot en souriant par sa famille et ses amis. Mais, au plus léger souffle d'émeute, ce libéral devenait le plus enragé des conservateurs. Il aurait tout massacré, com-

A travers le Pays

Contre la vie chère

POUR LES 1.800 FRANCS

Troyes, 13 janvier. — Un certain nombre de fonctionnaires et d'employés des services publics appartenant au Cartel confédéré autonome et unitaire, se sont réunis et après-midi à la Bourse du Travail. Ils ont adopté un ordre du jour demandant que les mesures soient prises contre les créateurs de la vie chère, réclamant, en attendant la révision générale des traitements et salaires, une indemnité de cherter de vie de 1.800 francs, le droit syndical pour les fonctionnaires et l'exercice de toutes les libertés dans les mêmes conditions que pour les autres citoyens ; constatant, en outre, la situation pénible des petits retraités et demandant le vote rapide de la loi sur les pensions.

Cet ordre du jour a été porté en conseil à la préfecture.

En ce qui concerne les mesures à prendre contre les auteurs de vie chère, on peut être sûr qu'elles ne seront jamais prises.

Quant aux 1.800 francs, les fonctionnaires ne seront jamais trop unis ni trop nombreux pour les arracher.

LE PAIN CHER

Saint-Etienne, 13 janvier. — MM. Brunon, maire du Chambon-Feugerolles, et Pons, maire de La Ricamarie, ont pris des arrêtés dans lesquels, considérant que, ni les blés ni les farines n'étaient taxés, le rôle des maires ne peut se borner qu'à enregistrer purement et simplement les hausses sur les blés et les farines et sur le prix du pain, que ces hausses sont la conséquence de spéculations illicites, ils rapportent purement et simplement l'arrêté du 1er décembre dernier, fixant le prix du pain dans leurs communes.

Le sursalaire familial

Marseille, 13 janvier. — Les inscrits maritimes (pont et machine) ont tenu, ce matin, une réunion au cours de laquelle ils ont décidé d'accepter la proposition de sursalaire familial du Comité Central des armateurs de France.

Ce sursalaire familial sera, mensuellement, de 30 francs pour les marins mariés sans enfants ; de 15 francs supplémentaire pour le premier et le second enfant ; de 30 francs supplémentaires pour le troisième et de 45 francs pour le quatrième et les suivants.

Dans le texte de l'ordre du jour qui a été adopté au cours de cette réunion, les inscrits déclarent accepter le sursalaire familial qui leur est imposé, mais protestent contre le fait qu'aucune amélioration n'est accordée aux marins célibataires, et déclarent mettre en garde tous les camarades qui pourraient croire que ce sursalaire répond aux conditions du programme syndical.

M. Martres, Secrétaire général du Syndicat, a été désigné pour défendre, au Congrès National de la Fédération, le 18 janvier, à Paris, la demande d'un réajustement des salaires.

Ce « sursalaire » familial est, à peu de chose près, le même que celui qu'on accorde aux employés de toutes nos administrations.

A vrai dire, il est infime, en raison des lourdes charges imposées aux travailleurs.

EN VUE DES PROCHAINES ELECTIONS

Epinal, 13 janvier. — Le Congrès de la Fédération de l'Est radicale et radicale socialiste s'est tenu aujourd'hui à Epinal.

Il a été suivi d'un banquet au cours duquel plusieurs toasts ont été portés. L'après-midi, une conférence publique a eu lieu, faite par MM. Godart, député, ancien ministre, Lamoureux, député, et Clerget, avocat.

Toasts, discours, conférences, que de vains mots... pour ne rien dire et dont les électeurs seront malheureusement les plus victimes.

UN EQUIPAGE RETROUVE

Bordeaux, 13 janvier. — Le paquebot français Ontario venant de Baltimore a pu recueillir en mer au cours de la dernière tempête, l'équipage du vapeur Feronia.

L'Ontario est arrivé dans la soirée à Bordeaux. Le Feronia sera perdu.

me Bonnaire. Sa spécialité privée était la chasse. Il avait un costume de chasse, trois ou quatre fusils de chasse ; il ouvrait la chasse et racontait des histoires de chasse. Très riche, très honnête.

Les frères Coste, l'un marié, l'autre garçon. Blond, long, penché, l'œil éteint, Coste marié faisait froidement des calembours dont il ne riait pas, mais dont il était heureux de voir rire les autres. Le commerce amer et difficile du misanthrope. Coste garçon, au contraire, rouge, épanoui, l'œil allumé, buvait et riait aux éclats. « Tu es l'esprit de la famille, disait-il à son frère ; moi, j'en suis l'estomac. » Il expliquait son célibat en réditant toutes les vieilles plaisanteries contre les femmes. Mais elles prenaient bien cela de lui, parce qu'il parlait toujours en riant. La passion des boules et la préoccupation des fluxions de poitrine. Les deux Coste étaient très riches et très honnêtes.

Cette bourgeoisie lyonnaise s'est modifiée avec le temps. Au commencement du règne de Louis-Philippe, quelques traits généraux suffisaient à la caractériser : le respect de la religion, la nécessité de la religion pour le bon ordre des choses humaines, une étroitesse d'esprit absolue, un égoïsme de classe complet, la jalousie de la noblesse, la haine du prolétariat, l'obéissance au gouvernement établi quel qu'il fût, pourvu que la garnison fût forte, la fierté de sa ville et l'orgueil du commerce, une probité admirable dans les rapports avec les étrangers, une économie allant jusqu'à l'avarice en famille, le faste dans les réceptions — en résumé, un groupe par l'intérêt commun plutôt que par la sociabilité, inaccessible aux idées larges d'humanité et de solidarité, mais portant haut la bonne renommée de la place de Lyon.

UN MISANTROPE

Remiremont, 13 janvier. — Depuis cinquante ans, François Pilaire vivait seul dans une infractuosité de rocher. Actuellement âgé de 74 ans, il subvenait à ses besoins grâce aux aumônes que lui remettaient de nombreux visiteurs et ses voisins. Bloqué par les neiges, Pilaire fut découvert à demi gelé. On a dû le charger sur un traîneau et le conduire chez sa fille, à Vagney. L'ermite a quitté sa maison avec regret.

On peut accorder à ce vieillard les circonstances atténuantes : le monde est si laid, qu'il ne faut pas s'étonner que certains individus, qui ont le tort de prendre tout au tragique, s'isolent pour ne plus avoir de rapport avec l'espèce humaine qu'ils désideraient et n'aiment pas.

La seule chose qu'on puisse leur reprocher, c'est de tirer profit de leur état et de vivre des gros sous de leurs semblables qu'ils détestent.

QUEST DEVENU LE SEDUCTEUR ?

Re

L'Action et la Pensée des Travailleurs

La grève des bouchers

Les travailleurs de la viande se sont réunis hier après-midi à la Bourse du Travail. La grande salle était comble.

La réunion était présidée par le camarade Fesin, assisté du camarade Pesson, confédéré. C'est l'unité dans l'action.

Le secrétaire du Syndicat, Garny, donne connaissance des pourparlers. A la lettre ouverte, les patrons ont répondu par... un accusé de réception et une vague promesse d'examiner les revendications.

Diverses camarades ont pris la parole pour exposer leurs points de vue.

Un délégué fédéral est venu apporter la solidarité de la Fédération.

A l'unanimité, un ordre du jour fut adopté, décidant la grève dans toutes les boucheries à partir de ce matin, afin d'obtenir un barème de salaires, le repos hebdomadaire le lundi, les huit heures, la suppression du couchage et de la nourriture, le contrôle du placement.

Ce matin, à neuf heures, à la Bourse, distribution des cartes de grève.

Cet après-midi, à 15 heures, assemblée générale des grévistes, Bourse du Travail.

D'autre part, les travailleurs des Abattoirs tiennent à affirmer leur entière solidarité avec les garçons bouchers et ébénistes. Ils vont se réunir demain à 18 heures, Salle Lemort, 28, avenue du Pont-de-Flandres.

Solidarité internationale

Les dockers de Londres viennent de donner au monde une belle leçon de solidarité.

Des matelots allemands dont les bateaux, une dizaine, étaient à Londres et à Hull, ont demandé à être payés à l'échelle des salaires anglais.

Les dockers anglais ont annoncé aussi qu'ils cesseront de décharger les navires si les équipages allemands n'obtenaient pas gain de cause.

Le consul allemand a été obligé d'aller aux syndicats anglais des inscrits et des dockers faire la promesse que les marins allemands auraient satisfaction.

Le travail a été repris sous cette condition.

Les grèves

Charbonniers de Roubaix. — Les ouvriers charbonniers sont en grève depuis cinq jours, pour une augmentation de salaires.

Les conséquences de cette grève se font sentir. Une usine de cinq cents ouvriers a dû fermer, faute de combustible. La Municipalité de Roubaix demande des dispenses au syndicat ouvrier pour les écoles et les hôpitaux.

Livre de Cambrai. — Les ouvriers des imprimeries ont obtenu, après une courte grève, une augmentation journalière de 2 fr. 50.

Carrossiers de Limoges. — Une grève de solidarité a éclaté à la société « La Carrosserie Nouvelle » pour s'opposer au renvoi d'un camarade.

Métaux de Hautmont (Nord). — Pour protester contre l'impôt sur les salaires, les sept cents métallurgistes des Acieries se sont mis en grève.

Porcelainerie de Saint-Genon (Indre). — Les ouvriers de l'usine Carré ont obtenu la journée de huit heures sans diminution de salaires, et cela après trois semaines de grève.

DANS LE NORD

Congrès des usines textiles

Pour mettre les choses à leur point de départ et pour éclairer la lanterne de ceux qui nous considèrent comme obscurs, il est nécessaire de se reporter un peu en arrière.

Si j'en rapporte à ma mémoire, ce fut dans le courant de mars-avril, que le secrétaire de l'Union Départementale Unitaire du Nord tenta de mettre debout le congrès des usines textiles. L'assemblée préliminaire eut lieu à Roubaix ou Tourcoing, suivie par d'autres réunions qui restèrent sans suite du fait que deux facteurs s'opposèrent à sa réussite.

Premier facteur fut l'indifférence ouvrière ressentie depuis la division et devant de plus en plus grande de par la faute des politico-communistes qui, depuis quelque temps, travaillent sournoisement à mettre la main sur les organisations syndicales.

Deuxième facteur — le plus important peut-être — est la rivalité qui existait entre les dirigeants des syndicats unitaires de Roubaix-Tourcoing. En plus, dualité profonde entre les éléments communistes de Tourcoing par le départ de Depoortère (Secrétaire du Syndicat unitaire textile), à Moscou et à son retour, attaques discontinues de ceux qui cherchaient à le supplanter pour se mettre à sa place. Sans prendre fait et cause et sans s'occuper des intérêts entre les politiciens, il suffit de relever la triste discussion qui eut lieu entre eux. Affiches placardées, tracts distribués, mots d'injures et d'insultes où les ouvriers et ouvrières prirent connaissance de toutes les vilenies que les chefs lancèrent à la tête des uns et des autres.

Toutes ces cichanies d'individus à individus contribuèrent même à la descente d'un secrétaire de la Fédération unitaire textile et d'autres personnes pour faire cesser cet état de choses dont le résultat fut déplorable pour le recrutement syndical et, en plus, à l'enterrement du Conseil des usines textiles.

Ce faisant, en attendant le démenti formel de ce que l'avance, je prie celui qui fut mis en cause dans mon précédent article : « Enormité », de nous dire si ce sont les syndicalistes ou les manitous communistes Pierpont, Simon, Depoortère qui n'apportent rien de sérieux à cette tentative.

A. DESCAMPS.

La candidature Porreyre

En tête de sa liste de candidats aux élections sénatoriales, le parti communiste avait présenté la candidature de Maurice Porreyre, secrétaire général de l'U. D. U. du Nord, laquelle candidature fut, dès la mise en liberté de celui-ci, remplacée par celle de Cachin.

Un journal bourgeois enregistra une protestation émanant, paraît-il, d'une minorité syndicaliste de l'U. D. U., en rappelant les statuts.

Pour éviter toute équivoque, la minorité syndicaliste révolutionnaire organisée tout dernièrement en comité de défense syndicale, tient à faire connaître publiquement qu'elle n'est pour rien dans la protestation ci-dessus. En outre, elle se refusera toujours d'avoir recours à la presse capitaliste pour l'insertion de ses communiqués de protestations.

Seuls, les organes de la classe ouvrière lui suffisent. Toutefois, elle avise toute la presse que tout ce qui viendra au comité de défense syndicaliste sera estampillé par la signature de Semat, secrétaire provisoire, en attendant la formation du bureau définitif.

Pour terminer, en rappelant les statuts de l'U. D. U., qui interdit à tout candidat politique de se servir de son titre syndical, elle tient à poser les trois questions suivantes au secrétaire de l'U. D. U. du Nord :

1^o Le parti communiste a-t-il sollicité de Porreyre sa candidature aux élections sénatoriales ?

2^o Si oui, le secrétaire général de l'U. D. U. a-t-il violé les statuts.

3^o Si non, pourquoi n'a-t-il pas protesté publiquement ?

Le Secrétaire, SEMAT.

Le cas Lauridan

Certains journaux, de couleurs nettement opposées, l'*Humanité*, le *Journal de Roubaix*, la *Vie Ouvrière*, l'*Écho du Nord*, la *Bataille S.F.I.O.* et l'*Enchaîné S.F.I.C.* ont annoncé l'exclusion prononcée contre moi le 22 décembre par les 5 conjurés du bureau communiste du Nord et ont publié l'ordre du jour in extenso de la sentence dictoriale.

Cet ordre du jour s'appuie sur les démarques que je fis et que TOUT LE MONDE AURAIT PU FAIRE le 29 novembre en faveur de Porreyre, secrétaire général de l'U. D. U. du Nord, arrêté arbitrairement quelques jours auparavant.

Je répète ce que j'ai déjà dit dans une lettre publique que je fis ces démarques parce que, devant les faits, en l'absence motivée du secrétaire provisoire de l'U. D. U. *Delarue*, j'ai cru devoir prendre, en tant que membre de la Commission Exécutive de l'U. D. U. du Nord, la responsabilité personnelle d'aller voir à Caudé, secrétaire de l'Union locale cégétiste, de lui proposer le front unique pour la manifestation du 3 décembre en faveur de Porreyre, de toucher ensuite M^{me} Balavoine, bâtonnier du barreau de Lille, afin d'appuyer la défense de Porreyre du point de vue code bourgeois sur une autorité marquante, et aussi de porter, en troisième lieu, au procureur de la République, la protestation de l'U. D. U., sa défense du jour même contre le renvoi de Porreyre devant le tribunal correctionnel et le rejet de sa mise en liberté provisoire absolue, la défense de voir enfin Porreyre comme tous ceux qui le demandaient pouvaient y être autorisés, pour le mettre au courant de tout ce que j'avais fait et pour lui proposer de prendre un second avocat qui, selon moi, devait être le bâtonnier du barreau de Lille, M^{me} Ealavoine.

Porreyre refusa d'ailleurs de prendre cette responsabilité, laissant le soin au Comité général de l'U. D. U. d'en faire selon sa volonté.

L'ordre du jour d'exclusion veut surtout créer l'équivoque et jeter le trouble sur les démarques. Comme ces démarques sont partie du domaine de l'U. D. U. ET NON DU DOMAINE DU PARTI COMMUNISTE, j'ai posé la question à la Commission Exécutive de l'U. D. U. du Nord, Commission entièrement composée de communistes.

Cette Commission, le 6 janvier, n'a pas admis ce point de vue que les faits, nouveaux selon moi et selon ma conscience, justifiaient le geste de passer outre aux démissions prises par la même Commission trois jours avant le 29 novembre. Elle a donc adopté un ordre du jour que je n'ai nulle honte à publier et par lequel la C. E. de l'U. D. U. dit qu'elle regrette ces démissions que je n'avais pas à faire, selon elle, d'autant plus, ajoute-t-elle, que le camarade Delarue était régulièrement mandaté pour appliquer les décisions du 26 novembre.

Dans cet ordre du jour, la C. E. de l'U. D. U. du Nord précise qu'elle n'entend pas susciter les mobiles qui m'ont fait agir comme je le fis et comme je crois encore, en toute conscience, avoir été en devoir de faire.

Les véritables raisons de mon exclusion ne sont pas dans l'attitude que l'organe communiste du Nord qualifie de « louché ». C'est dans les rivalités de personnes qu'il faut les chercher.

Henri LAURIDAN.

XIII^e REGION DU BATIMENT

Mise en garde

Le 22 décembre dernier s'est tenue à la Bourse du Travail de Paris, une réunion des Conseils syndicaux des syndicats du bâtiment confédérés de la Seine.

L'objet principal de cette réunion fut l'organisation de la propagande dans le département de la Seine pour le recrutement des ouvriers.

Un contrat de travail régional fut également mis à l'étude. Pour réaliser cette besogne, un Comité régional fut constitué et un secrétaire permanent nommé.

Nous signalons ces faits à l'ensemble des travailleurs de la région parisienne, afin de démontrer l'erreur qu'ils commettent si dans l'avenir chacun prenait en considération ce contrat de travail qu'ils vont élaborer.

La 13^e région fédérale unitaire du bâtiment, elle seule, constitue un organisme de défense dans notre industrie.

Elle détient un cahier de revendications qui ont abouti sur pas mal de points grâce à une vaste campagne de propagande. De nouvelles modifications sont à l'étude ; notre action est donc incessante.

Sachant toute leur impuissance pour faire obtenir le maximum de salaires et leur impossibilité de conquérir des satisfactions immédiates en ce qui concerne les améliorations de travail, nous considérons comme préjudiciable à l'intérêt des travailleurs la confiance qui pourrait leur être accordée pour mener à bien cette propagande.

Autour de notre organisme régional, tous les éléments du bâtiment doivent se rassurer plus que jamais et ne pas se laisser duper par ce dit Comité régional qui ne peut exister que de nom.

La C. E.

Pour que vive le « Libertaire »

Joseph, 5 fr.; Mahé, 10 fr.; Bertin, 10 fr.; un copain, 2 fr.; Louis G., 150; un acheteur, 5,50; Hulin, 10 fr.; Manière, 1 fr., une idiote, 5 fr.; deux zébrés, 5 fr.; Prudhomme, 1,75; Hulin, 10 fr.; Manière, 1 fr., une idiote, 5 fr.; deux mitrins anarchistes qui réclament le travail de jour, 5 fr.; Dumontel, 5 fr.; Apostolides, 2 fr.; Béochria Gaétano, 5 fr.; Kériel, 10 fr.; Adam, 1,80; le président du Foyer breton, 10 fr.; deux Espagnols anarchistes, 5 fr.; Rouquet, 8 fr.; Lucien Martin à Reims, 10 fr.; Schwartz, 10 fr.; Mme veuve Houet, 3,75; Buck, 2 fr.; Vié, 5 fr.; Lécat, 1,25; Harsigny, 4 fr.; Les amis de Bruxelles, versé par Vacquier, 44,75; Paul Celloton, 5 fr.; Luigi et Aglaja, 5 fr.; Pierrot, 1 fr.; Germaine Linthaud, 5 fr.; Moto, 3,50; Cyrano, 5 fr.; Duchesnay, 1 fr.; Don Bosco, 5,50; Yvonne Carpenter, 5 fr.; pour le Libertaire, 1 fr.; Un copain de Fontainebleau, 5 fr.; pour veu Ph. Daudet, 5,50; Foray, 5 fr.; Henri à Saint-Henri, 12 fr.; Favro, 2 fr.; Séjus, 2 fr.; Péképus, 7 fr.; versé par Terraza, 5 fr.; Groupe de Calais, 20 fr.; Giroux, 2 fr.; J. Pannier, 5 fr.; Roche à Oullins, 10 fr.; Dousseau, 10 fr.; Roussel, 35 fr.; Froment, 20 fr.; Hody, 1 fr.; Eug. Cotte, 2 fr.; Goude, 2 fr.

Total de la présente liste : 391 fr. 30.

Les Souscripteurs à l'Emprunt POUR LE « LIBERTAIRE » QUOTIDIEN

DIX-NEUVIÈME LISTE

N°	NOMS	Nombre de parts	Sommes
884	EUGENE ET EDMEE, à Gien	1	
885	GOIRAND	1	
886	GROUPE LIBERTAIRE DE LIMOGES (6 ^e vers)	1	100 00
887	UN AMI DE GRENOBLE n° 411.46	1	100 00
888 à 893	GROUPE LIBERTAIRE D'AMIENS (Barcelone)	6	600 00
894 à 897	LES CAMARADES DE GIRONELLA ET D'OLVAN	4	400 00
898	CULTURA Y ACCIÓN, à Oullins	1	100 00
899	JOSEPH GOT	1	
Total de la présente liste		1.300 00	
Total des listes précédentes		87.200 00	
		88.500 00	

Reçu à ce jour.....

PARTS D'ACTIONS

NEUVIÈME LISTE

EUGENE ET EDMEE à Gien (2 ^e versem ¹) délivré reçu n° 884	50 00
GOIRAND (2 ^e vers) délivré reçu n° 885	50 00
JOSEPH GOT (3 ^e et 4 ^e vers) délivré reçu n° 899	50 00
BEAUCHE, à Béthune	25 00
GROUPE IDISTE ANARCHISTE	5 00
SYNDICAT DU TEXTILE DE ROUBAIX	25 00
MAGEDELEINE	25 00
Total de la présente liste.....	255 00
Total des listes précédentes.....	4.215,00
Reçu à ce jour.....	4.470,00
Total des actions.....	88.500,00
Total des parts d'actions.....	4.470,00
Reçu à ce jour.....	92.970,00